

DGFIP À VENDRE

Bien plus ambitieuse que la privatisation des autoroutes, la loi Dussopt dite « Loi de Transformation de la Fonction publique » va permettre l'externalisation massive de missions vers le privé. Ce n'est donc pas par hasard que le 27 mars dernier, jour où ce funeste projet de loi était présenté au conseil des ministres, un opportun rapport sortit dans la presse pour vanter tout l'intérêt des externalisations.

Ce rapport écrit par Webhelp, que vous pouvez retrouver sans difficulté sur internet, avec le sérieux scientifique que vous imaginez bien, se borne à énoncer que « la dépense publique, c'est mal » et qu'externaliser « c'est moins coûteux ». Selon le principe du « plus c'est gros, plus ça passe », ce rapport conclut qu'il y a là moyen de faire économiser 35 Milliards d'€ au budget de l'État sur 10 ans !

L'argumentaire est édifiant : une entreprise spécialisée est « souvent plus performante que l'administration », car « elle bénéficie de davantage de flexibilité et d'une plus grande capacité à innover et elle présente généralement des coûts optimisés, grâce notamment aux économies d'échelle et aux effets bénéfiques de la mise en concurrence ».

C'est sans doute par pudeur que cette analyse oublie au passage la logique de profit et de rentabilité que recherche avant tout une entreprise privée.

Plus intéressant encore, la contribution préconise donc de confier au privé un certain nombre de tâches, à savoir les **fonctions de front office (accueil de l'utilisateur, réception des documents, prise de rendez-vous, réponse aux questions des usagers...)**, de back office (reporting, archivage, gestion des effectifs), mais aussi d'autres fonctions supports telles que la restauration, le nettoyage, la gestion des bâtiments, l'informatique, les finances, les ressources humaines...

Étonnamment, la DGFIP entend se débarrasser des fonctions de Front Office dans le cadre de la « géographie revisitée ». Sans doute, une coïncidence ?

COÏNCIDENCE OU CONNIVENCE ?

Quelques curieuses coïncidences interpellent pourtant la **CGT Finances Publiques** :

- les co-fondateurs de WEBHELP : Olivier Duha fait partie des soutiens d'E. Macron et Frédéric Jousset est un fervent macroniste
- Olivier Duha est installé en Belgique depuis 2013 et, il ne s'en cache pas, cette décision a été motivée par la pression fiscale en France. Il était notamment assujéti à l'ISF au titre de son entreprise.

- Frédéric Jousset, patron ultra libéral et réticent aux dépenses publiques, a hérité d'un bureau au Ministère de la culture et est chargé d'une politique devant coûter 400 millions d'€ par an.
- le 5 avril après midi, selon son agenda officiel, G. Darmanin inaugure une agence WEBHELP à Tourcoing, ville dont il pourrait briguer la Mairie...

Plus globalement, parmi les premières décisions fiscales prises par E. Macron, il y a la transformation de l'ISF en IFI et l'instauration du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus mobiliers, afin de faire revenir les exilés fiscaux et arrêter les départs...

Mais bien sûr ce ne sont que des coïncidences...

<https://www.webhelp.com/fr-fr/actualites-et-idees/actualites/externalisation-services-publics-webhelp-rapport-gouvernement/>



Dans un contexte de totale impunité, pourquoi ne pas confier tout de suite à Webhelp nos centres d'appels ?

Dernière minute : Depuis notre expression sur Webhelp, les sites CGT (national et locaux) ont été hackés et toutes les publications des 3 dernières semaines ont disparu. Bizarre non ?

